



Agriculture and
Agri-Food Canada

Agriculture et
Agroalimentaire Canada

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

**États financiers (non audités)
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012**

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2012 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport ministériel sur le rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada* concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

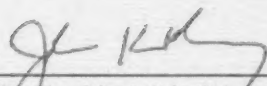
La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

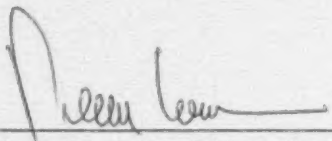
Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2012 a été réalisée conformément à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor, et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

L'efficacité et le caractère adéquat du système de contrôle interne d'Agriculture et Agroalimentaire Canada sont aussi revus par l'entremise du travail réalisé par le personnel de la vérification interne, qui mène des audits périodiques de divers secteurs des opérations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, ainsi que par le comité ministériel de vérification, qui surveille les responsabilités de la direction de maintenir des systèmes de contrôles adéquats et d'assurer la qualité des rapports financiers.

Les états financiers d'Agriculture et Agroalimentaire n'ont pas fait l'objet d'un audit.



John Knubley, Administrateur général
Ottawa, Canada
21 août 2012

Pierre Corriveau, Dirigeant principal des finances

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État de la situation financière (non audité)

au 31 mars

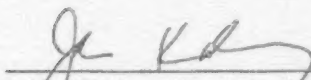
(en milliers de dollars)

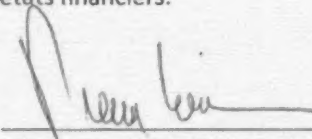
	2012	2011
		Redressé (note 17)
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	1 385 016	\$ 1 571 919 \$
Indemnités de vacances et congés compensatoires	30 395	37 740
Revenus reportés (note 5)	13 102	11 601
Avantages sociaux futurs (note 6)	81 946	109 739
Autres passifs (note 7)	115 590	294 801
Total des passifs	1 626 049	2 025 800
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	1 310 851	1 703 582
Débiteurs et avances (note 8)	83 070	70 488
Prêts (note 9)	341 776	316 577
Total des actifs financiers bruts	1 735 697	2 090 647
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 8)	(781)	(912)
Prêts (note 9)	(341 776)	(316 577)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(342 557)	(317 489)
Total des actifs financiers nets	1 393 140	1 773 158
Dette nette ministérielle	232 909	252 642
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance et stocks	6 069	4 983
Immobilisations corporelles (note 10)	380 399	398 048
Total des actifs non financiers	386 468	403 031
Situation financière nette ministérielle (note 11)	153 559 \$	150 389 \$

Obligations contractuelles (note 12)

Passif éventuel (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


John Knubley, Administrateur général
Ottawa, Canada
21 août 2012


Pierre Corriveau, Dirigeant principal des finances

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	2012		2012		2011
	Résultats prévus				redressé (note 17)
CHARGES					
Gestion des risques de l'entreprise	1 869 442	\$	1 359 221	\$	1 590 813
Services internes	410 345		446 910		412 669
Science, innovation et adoption	287 651		263 775		329 010
Développement du commerce et des marchés	138 169		96 751		94 065
Mesures à la ferme	177 531		121 388		105 205
Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments	99 957		85 706		91 873
Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental	63 486		88 248		87 201
Développement de l'agroentreprise	87 168		113 295		103 995
Développement des régions rurales et développement des coopératives	24 857		20 560		20 312
Agence canadienne du pari mutuel	11 211		10 288		12 639
Facilitation de l'efficacité de la réglementation	35 678		12 785		11 935
Conseil des produits agricoles du Canada	2 771		2 927		2 851
Charges engagées pour le compte du gouvernement	2		3		(44)
	3 208 268		2 621 857		2 862 524
REVENUS					
Caisse de réassurance-récolte	77 504		34 558		37 125
Vente de biens et services	52 856		64 347		54 083
Intérêts	2 307		11 719		9 722
Projets conjoints et ententes de partage des coûts	3 291		4 303		4 401
Gain sur l'aliénation d'actifs	3 839		238		286
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(110 824)		(50 926)		(51 504)
	28 973		64 239		54 113
Coût net des activités poursuivies	3 179 295		2 557 618		2 808 411
Activités transférées (note 15)					
Charges	9 187		11 595		23 519
Coût net des activités transférées	9 187		11 595		23 519
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	3 188 482		2 569 213		2 831 930

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État des résultats et de la situation financière nette ministérielle (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

Financement du gouvernement et transferts

Encaisse nette fournie par le gouvernement	2 896 639	3 188 633
Variations des montants à recevoir du Trésor	(392 731)	(547 324)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 14)	71 456	71 335
Éléments d'actif transférés entre ministères	25	10 558
Éléments d'actif et de passif transférés entre ministères (note 15)	(3 006)	-
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(3 170)	108 728
Situation financière nette ministérielle – début de l'exercice	150 389	259 117
SITUATION FINANCIÈRE NETTE MINISTÉRIELLE – FIN DE L'EXERCICE	<u>153 559 \$</u>	<u>150 389 \$</u>

Information sectorielle (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État de la variation de la dette nette ministérielle (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
		redressé (note 17)
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts	(3 170) \$	108 728 \$
Variation due aux immobilisations corporelles (note 10)		
Acquisition d'immobilisations corporelles	34 623	51 045
Amortissement des immobilisations corporelles	(45 648)	(44 513)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(262)	(318)
Gain (perte) net sur l'aliénation d'immobilisations corporelles, incluant les ajustements	(877)	108
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	(48)	340
Transferts entre ministères	25	10 558
Transferts vers d'autres ministères	(5 462)	-
Montant total de la variation due aux immobilisations corporelles	<u>(17 649)</u>	<u>17 220</u>
Variation due aux charges payées d'avance et aux stocks	1 086	594
Augmentation (diminution) nette de la dette nette ministérielle	(19 733)	126 542
Dette nette ministérielle – début de l'exercice	252 642	126 100
Dette nette ministérielle – fin de l'exercice	<u>232 909 \$</u>	<u>252 642 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

État des flux de trésorerie (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	<u>2012</u>		<u>2011</u>
			redressé (note 17)
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT			
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 569 213	\$	2 831 930
Éléments n'affectant pas l'encaisse :			
Amortissement des immobilisations corporelles	(45 648)		(44 513)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(877)		108
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	(48)		340
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 14)	(71 456)		(71 335)
Variation de l'état de la situation financière			
Augmentation (diminution) des débiteurs et avances	12 713		3 315
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et des stocks	1 086		594
Diminution (augmentation) des créditeurs et charges à payer	186 903		119 169
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congrés compensatoires	7 345		(4 399)
Diminution (augmentation) des revenus reportés	(1 501)		600
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	27 793		(4 882)
Diminution (augmentation) des autres passifs	179 211		306 979
Transferts de passifs entre ministères (note 15)	(2 456)		-
ENCAISSE UTILISÉE POUR LES ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	2 862 278		3 137 906
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS			
Acquisition d'immobilisations corporelles	34 623		51 045
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(262)		(318)
ENCAISSE UTILISÉE POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	34 361		50 727
ENCAISSE NETTE FOURNIE PAR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	<u>2 896 639</u>	<u>\$</u>	<u>3 188 633</u>
			<u>\$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 1 – Pouvoirs et objectifs

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (AAC) a été créé en 1868. En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire*, le ministre est responsable de l'agriculture, des produits dérivés de l'agriculture et de la recherche dans ces domaines, notamment de l'exploitation des stations agronomiques, à moins qu'ils aient été attribués de droit à un autre ministère ou organisme.

Le ministère est responsable des renseignements, de la recherche, de la technologie, des politiques et des programmes qui permettent d'assurer la sécurité du système alimentaire, de protéger la santé de l'environnement et de gérer l'innovation propice à la croissance.

Gestion des risques de l'entreprise

AAC a un programme intégral de gestion des risques de l'entreprise pour donner aux producteurs de meilleurs outils et le savoir-faire nécessaire pour gérer les risques de l'entreprise. Ce programme leur procure une protection contre les légères baisses de revenu, une aide axée sur la marge de production quand leurs pertes de revenus sont plus importantes, un cadre d'indemnisation en cas de catastrophe pour les secourir rapidement et une assurance production pour les protéger contre les pertes de production causées par des catastrophes naturelles. De plus, le programme prévoit une aide sous forme de garanties financières qui facilitera la commercialisation de leurs produits une fois que la conjoncture du marché et les prix seront plus favorables.

Services internes

Les services internes regroupent des activités et ressources connexes qui sont administrées de manière à répondre à tous les résultats stratégiques et besoins des programmes ainsi qu'à respecter d'autres obligations du ministère. Seules les activités et les ressources qui s'appliquent à l'ensemble de l'organisation et non celles qui sont affectées à un seul programme sont incluses. Il s'agit notamment des services internes suivants

- Services de gestion et de surveillance, notamment les politiques stratégiques et les relations gouvernementales; la gestion des programmes et des services; la planification, le rendement et la présentation de rapports; la vérification interne et l'évaluation; les services de communication et les services juridiques;
- Services de gestion des ressources, notamment les services de gestion des ressources humaines; les services de gestion financière; les services de gestion de l'information; les services des technologies de l'information, les services de voyage et d'autres services administratifs;
- Services de gestion des biens, notamment les services immobiliers, les services de gestion du matériel et les services des achats.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Science, innovation et adoption

Agriculture et Agroalimentaire Canada contribue à l'amélioration de la compétitivité du secteur des produits agricoles, agroalimentaires et agro-industriels en appuyant des projets d'innovation qui sont conçus pour améliorer des nouveaux produits, des services, des procédés et des marchés.

Des activités concertées de prévision et de recherche stratégiques et de partage de l'information permettent de prendre des décisions coordonnées et éclairées afin d'en arriver à une planification intégrée regroupant les industries, les gouvernements et les universités. On fait la promotion des mesures de collaboration pour accélérer le transfert des connaissances scientifiques et technologiques en fonction du cycle d'innovation, et ce, afin d'appuyer les stratégies de succès éventuel qui ont été définies par le secteur industriel. On aide aussi les agriculteurs, les agri-entrepreneurs ainsi que les petites et moyennes entreprises agro-industrielles qui s'efforcent d'adopter de nouvelles technologies et de commercialiser de nouveaux produits et services. Les recherches exploratoires et transformationnelles aident à cerner les débouchés éventuels et à préparer le secteur en vue des nouvelles possibilités et des nouveaux défis.

Développement du commerce et des marchés

AAC se fait le défenseur du commerce agricole du Canada en s'employant à éliminer les obstacles au commerce au pays et même à l'étranger et à multiplier les débouchés pour le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et agro-industriel.

Il aide celui-ci à trouver de nouveaux débouchés au pays et dans le monde ainsi que des façons d'améliorer sa productivité et sa compétitivité et de devenir ainsi plus prospère. AAC s'emploie aussi à faire valoir les produits canadiens grâce au programme Image internationale de la marque Canada et à la Stratégie de promotion de l'image de marque des produits intérieurs en vue de renforcer la présence du secteur sur les marchés et de mettre davantage en valeur ses points forts.

Mesures à la ferme

AAC appuie les producteurs au moyen de programmes mis en œuvre directement à la ferme afin de cerner les risques et les possibilités pour l'environnement et de favoriser une croissance soutenue des valeurs éthiques de la gérance dans le secteur agricole et agroalimentaire.

Il les aide dans l'évaluation des risques agroenvironnementaux et la planification en fournissant de l'expertise, de l'information et des incitatifs pour stimuler l'adoption de pratiques d'agriculture durable au niveau de la ferme et du paysage, en explorant et concevant de nouvelles approches qui favorisent et soutiennent l'adoption de pratiques agricoles durables et en faisant mieux connaître les bienfaits de ces pratiques.

Ces initiatives favorisent la bonne intendance de l'environnement et aident à atténuer les répercussions générales du secteur sur l'environnement. Elles contribuent à créer un environnement plus sain et à instaurer des conditions propices à l'amélioration de la qualité de vie de la population canadienne et de la rentabilité du secteur agricole.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments

AAC aide les producteurs et les organismes à élaborer et à mettre en œuvre des systèmes de gestion des risques liés à la salubrité des aliments, à la biosécurité et à la traçabilité afin de leur permettre de prévenir et de contrôler les risques pour les ressources animales et végétales et de renforcer ainsi le secteur contre la propagation de maladies et les pertes sur les marchés intérieurs et étrangers.

Les systèmes de gestion du risque comprennent les systèmes nationaux de salubrité alimentaire reconnus par le gouvernement qui sont fondés sur les principes d'analyse des dangers et la maîtrise des points critiques (HACCP) ou de type HACCP, à la ferme et en aval de la ferme; les systèmes nationaux de biosécurité; et le système national de traçabilité pour le secteur agroalimentaire. Ces systèmes appuient également les activités de gestion qui limitent la propagation des maladies animales et végétales, réduisant ainsi l'incidence économique, environnementale et sociale d'une crise éventuelle. Une stratégie nationale de biosécurité animale et végétale offre également une orientation stratégique générale visant à faire en sorte que les efforts soient ciblés sur les risques les plus élevés en matière de biosécurité.

Parmi les participants admissibles, mentionnons les organismes sans but lucratif nationaux ou régionaux, les producteurs et les intervenants de l'industrie.

Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental

AAC s'emploie à soutenir le secteur par des initiatives qui lui permettent d'adopter une approche de gestion plus systématique à l'égard de la prise des décisions sur les risques pour l'environnement et qui l'aident à définir des mesures correctives appropriées. AAC réalise des projets de recherche fondamentale et appliquée afin de mieux comprendre les interactions entre l'agriculture et l'environnement en ce qui a trait aux principaux défis en matière de protection de l'environnement qui se posent au Canada et dans les régions; d'élaborer des pratiques agricoles durables et de valider les résultats environnementaux et économiques au niveau de la ferme et du paysage; de mettre au point, d'améliorer et d'utiliser des indicateurs agroenvironnementaux, des systèmes de comptabilité des gaz à effet de serre et des indicateurs économiques pour évaluer la viabilité environnementale et économique du secteur. Ce programme fournit la plate-forme pour l'innovation et la découverte de technologies et de stratégies pour améliorer la performance agroenvironnementale du secteur.

Développement de l'agroentreprise

AAC encourage l'utilisation de saines pratiques de gestion et fait connaître les avantages tout en permettant aux entreprises du secteur d'être rentables et d'investir dans les secteurs où il le faut pour gérer de façon durable le fonds de ressources naturelles ainsi que produire et commercialiser des produits alimentaires et autres qui sont sans danger.

Le Programme de développement de l'agroentreprise financera des activités provinciales et territoriales d'application de pratiques et de compétences en gestion des affaires qui : renforcent la capacité des entreprises du secteur à évaluer les répercussions financières des améliorations qu'elles apportent à leurs méthodes, notamment l'effet sur leur rentabilité des plans environnementaux, des systèmes de salubrité des aliments et des projets d'innovation : gèrent la transformation, réagissent au changement et apportent des innovations aux opérations, aident les propriétaires d'agroentreprises à comprendre leur situation financière et à mettre en place

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

des mesures ainsi que des plans et pratiques de gestion efficaces, et qui favorisent la participation des jeunes agriculteurs ou des débutants dans ce domaine, des membres des Premières nations et des clients dans certains sous-secteurs en transition.

Développement des régions rurales et développement des coopératives

Le programme Développement des régions rurales et développement des coopératives appuie le développement communautaire de deux façons distinctes. D'une part, il dirige une approche intégrée pangouvernementale appelée « Partenariat rural du Canada ». Il s'agit d'une approche par l'entremise de laquelle le gouvernement cherche à coordonner ses politiques pour les axer sur le développement socio-économique et la revitalisation du Canada rural. De plus, il établit des partenariats avec les ministères fédéraux ainsi que les intervenants provinciaux et ruraux et offre des outils pour permettre aux collectivités rurales d'utiliser leur faculté d'innovation afin de mettre à profit les attraits locaux et de devenir plus compétitives à l'échelle locale ou régionale.

D'autre part, il favorise le développement des coopératives comme moyen efficace d'aider les Canadiens et les collectivités à se prendre en main et à saisir de nouveaux débouchés. En outre, il conseille l'ensemble du gouvernement sur les politiques et les programmes touchant les coopératives, et il établit des partenariats au sein du gouvernement fédéral et avec le secteur coopératif, les provinces et d'autres intervenants clés pour soutenir le développement des coopératives.

Agence canadienne du pari mutuel

En vertu de l'article 204 du *Code criminel* du Canada, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est responsable des politiques et de la réglementation concernant les paris mutuels sur les courses de chevaux.

L'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) est un organisme de service spécial d'AAC qui est chargé de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel dans les hippodromes canadiens et qui a pour objectif de s'assurer que tout s'y déroule de manière équitable pour le public. Les coûts associés aux activités de l'ACPM sont recouvrés au moyen d'un prélèvement fixé actuellement à 0,8 % sur chaque pari engagé au Canada. Les plans stratégiques de L'ACPM sont axés sur la réglementation et la surveillance de façon moderne, efficace et transparente des activités de pari mutuel sur les courses hippiques.

Facilitation de l'efficacité de la réglementation

AAC met en place des initiatives pour s'assurer que le milieu de la réglementation fait la promotion de l'innovation, de l'investissement et de la compétitivité du secteur. Le ministère reconnaît qu'en raison du rythme accéléré des progrès technologiques et des nouveaux écarts entre les politiques réglementaires internationales et nationales, le milieu de la réglementation du Canada devra accroître sa capacité et accélérer son processus de modernisation s'il veut être réactif. Dans le cadre de ces initiatives, le ministère collaborera avec les intervenants de la chaîne de valeur afin d'accroître leur capacité de respecter les exigences réglementaires ainsi qu'avec des partenaires fédéraux et l'industrie pour trouver des façons de rationaliser le fardeau réglementaire au moyen de mesures ciblées visant les priorités du secteur, et ce, tout en conservant le régime réglementaire rigoureux du Canada en ce qui a trait à la santé et à la sécurité. Un processus de prise de décisions réglementaires fondées sur la science qui soit encore plus rapide et transparent permettra d'accroître la confiance du public et des intervenants.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Conseil des produits agricoles du Canada

Institué en vertu de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (la *Loi*), le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) est un organisme unique de surveillance de l'intérêt public qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (le ministre). La *Loi* permet la création d'offices nationaux de commercialisation, de promotion et de recherche. Le CPAC supervise ces offices et collabore avec eux pour s'assurer que le système de gestion de l'offre pour la volaille et les œufs ainsi que le système de prélèvement pour les bovins de boucherie fonctionnent dans le meilleur intérêt des intervenants de ces secteurs, des producteurs aux consommateurs. Le CPAC participe également de façon active à la gestion du Portefeuille en conseillant le ministre et en entretenant des relations avec les gouvernements provinciaux.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 2 – Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

- a) **Autorisations parlementaires** – Le ministère est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties au ministère ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans les états financiers prospectifs intégrés au Rapport sur les plans et les priorités 2011-2012. Les états financiers prospectifs de 2011-2012 ont été redressés afin qu'ils reflètent les revenus nets non disponibles. Ce redressement a entraîné une augmentation de 110 824 \$ du coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts. En outre, les états financiers prospectifs ont aussi été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours.
- b) **Consolidation** – Les états financiers consolidés incluent les comptes des sous-entités qui sont la responsabilité de l'administrateur général. Les comptes de ces sous-entités ont été consolidés avec ceux du ministère, et toutes les opérations et tous les soldes interorganisationnels ont été éliminés. Le périmètre comptable comprend le ministère d'Agriculture et Agroalimentaire, le Conseil des produits agricoles du Canada, la Commission de révision agricole du Canada et de l'Agence canadienne du pari mutuel. Les états financiers excluent les comptes de l'Agence canadienne d'inspection des aliments, de la Commission canadienne du blé, de la Commission canadienne des grains, de la Commission canadienne du lait et de Financement agricole Canada parce qu'ils ne sont pas sous le contrôle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, donc ils ne sont pas consolidés.
- c) **Encaisse nette fournie par le gouvernement** – Le ministère fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par le ministère est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par le ministère sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.
- d) **Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)** découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que le ministère a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

e) Revenus

- Les revenus provenant de droits réglementaires sont constatés dans les comptes en fonction des services fournis au cours de l'exercice.
- Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés à leur réception comme revenus reportés. Ils sont constatés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.
- Les fonds qui ont été reçus sont comptabilisés comme revenus reportés dans la mesure où le ministère a une obligation envers d'autres parties de fournir des biens, des services ou des actifs qui seront utilisés à une date future.
- Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs du ministère. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

f) Charges – Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice

- Les paiements de transfert sont comptabilisés à titre de charges lorsque les autorisations de paiement existent et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité ou a rempli les conditions d'admissibilité établies dans le cadre du programme. En ce qui concerne les paiements de transfert ne faisant pas partie d'un programme existant, la charge est constatée lorsque le gouvernement annonce la décision d'effectuer un transfert ponctuel, dans la mesure où le Parlement a approuvé la loi habilitante ou l'autorisation de paiement avant que les états financiers ne soient achevés. Les paiements de transfert, qui deviennent remboursables lorsque les conditions spécifiées entrent en vigueur, sont comptabilisés en réduction des charges de transfert et comme montant à recevoir.
- Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

- Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, les services juridiques et les indemnités des accidentés de travail sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

g) Avantages sociaux futurs

- (i) Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du ministère au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées, et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité du ministère relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- (ii) Indemnités de départ : Certains employés ont droit à des indemnités de départ, prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités s'accumule à mesure que les employés rendent les services y donnant droit. Le coût des avantages sociaux gagnés par les employés est calculé à l'aide de l'information tirée des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle au titre des prestations de départ pour l'ensemble du gouvernement.

h) Les débiteurs et les prêts sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Toutefois, lorsque des conditions de faveurs y sont rattachées, telles que des clauses stipulant un faible taux d'intérêts ou sans intérêts, ils sont comptabilisés à leur valeur actualisée estimative. Les paiements de transfert qui sont remboursables sans condition sont comptabilisés comme des prêts. Une portion de l'escompte non amortie est comptabilisée comme revenu chaque année pour refléter la variation de la valeur actualisée du solde du prêt. Une provision est établie pour les débiteurs et les prêts dont le recouvrement est incertain.

i) Éventualité – Une éventualité représente des recouvrements ou obligations possibles qui peuvent devenir des recouvrements ou obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non.

(i) Passif éventuel – Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

(ii) Recouvrement éventuel – Les recouvrements éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Cependant, ceux dont la matérialisation est jugée probable sont présentés dans les notes complémentaires aux états financiers.

j) Garanties de prêt ou de prix – Une provision sur des garanties d'emprunt ou de prix est comptabilisée lorsqu'il est probable qu'un paiement sera effectué pour honorer une garantie et que le montant de la perte anticipée peut être raisonnablement estimé. Le montant de la provision pour pertes est déterminé en prenant en considération l'historique des pertes antérieures ainsi que les conditions économiques

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

affectant la capacité de remboursement des emprunteurs. La provision est révisée régulièrement, et les variations de la provision sont passées aux dépenses de l'exercice.

- k) Passifs environnementaux – Les passifs environnementaux reflètent les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état de sites contaminés. À partir des meilleures estimations de la direction, on comptabilise un passif et une charge lorsque la contamination se produit ou lorsque le ministère est mis au courant de la contamination et est obligé ou probablement obligé d'assumer ces coûts. S'il n'est pas possible de déterminer la probabilité de l'obligation du ministère d'assumer ces coûts ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, les coûts sont présentés à titre de passif éventuel dans les notes complémentaires aux états financiers.
- l) Immobilisations corporelles - Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Le ministère n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels, les œuvres d'art et les trésors historiques ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique, ni les collections dans les musées.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	PÉRIODE D'AMORTISSEMENT
Bâtiments	De 20 à 30 ans
Travaux et infrastructure	De 15 à 40 ans
Machines et outillage	De 5 à 20 ans
Véhicules	De 7 à 25 ans
Matériel et logiciels informatiques	De 3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

Les immobilisations en construction sont comptabilisées dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel elles deviennent utilisables et ne sont amorties qu'à partir de cette date.

- m) Incertitude relative à la mesure – La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif éventuel, la provision pour garanties d'emprunt, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et les passifs environnementaux. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 3 – Autorisations parlementaires

Le ministère reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent ou pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets du ministère pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

- a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés

	2012	2011
		redressé (note 17)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	2 569 213	\$ 2 831 930
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(45 648)	(44 513)
Gain (perte) sur l'aliénation des immobilisations corporelles	(877)	108
Variations n'affectant pas l'encaisse des immobilisations corporelles	(48)	340
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(71 456)	(71 335)
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance et des stocks	964	594
Augmentation (diminution) des comptes avec restrictions	(377)	-
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	6 771	(4 399)
Diminution (augmentation) des charges à payer	(19 710)	(113 478)
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	25 911	(4 882)
Diminution (augmentation) des provisions pour créances douteuses	2 130	(14 823)
Remboursement et ajustement des charges des exercices antérieurs	31 361	3 606
Revenu disponible pour dépenser	12 190	12 891
Autres	(3 364)	(7 445)
	(62 153)	(243 336)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	34 623	51 045
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(262)	(318)
Augmentation (diminution) des prêts	16 111	35 450
Augmentation des stocks	122	-
	50 594	86 177
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	<u>2 557 654</u>	<u>\$ 2 674 771</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

b) Autorisations fournies et utilisées

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
AUTORISATIONS FOURNIES:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	756 690 \$	778 797 \$
Crédit 5 – Dépenses en capital	34 151	57 860
Crédit 10 – Paiements de transfert	459 143	577 776
Crédit 20 – Agence canadienne du pari mutuel	-	345
Montants législatifs	<u>1 470 876</u>	<u>1 503 544</u>
	2 720 860	2 918 322
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs	6 953	4 941
Autorisations périmées	<u>156 253</u>	<u>238 610</u>
	163 206	243 551
AUTORISATIONS DE L'EXERCICE EN COURS UTILISÉES	<u>2 557 654 \$</u>	<u>2 674 771 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 4 – Créditeurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente des détails sur les créditeurs et les charges à payer du ministère.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Créditeurs – autres ministères et organismes	19 930 \$	28 616 \$
Créditeurs – parties externes	<u>1 185 525</u> 1 205 455	<u>1 383 452</u> 1 412 068
Charges à payer	179 561	159 851
Total des créditeurs et des charges à payer	<u>1 385 016 \$</u>	<u>1 571 919 \$</u>

Dans le *Plan d'action économique du Canada 2012*, le gouvernement a annoncé que des mesures d'économie de coûts seront prises au cours de l'exercice 2012-2013 et des deux exercices subséquents. En conséquence, le ministère a inscrit en tant que charges à payer, au 31 mars 2012, une obligation de 53 000 000 \$ au titre des prestations de préretraite afin de tenir compte des coûts estimés du réaménagement des effectifs.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 5 – Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant principalement des ententes de collaboration et des accords relatifs au partage des frais réservés au financement des charges liées à des projets de recherche particuliers, ainsi que de montants correspondant à des droits versés avant la prestation des services connexes. Les revenus sont constatés dans la période où les charges sont engagées ou le service exécuté. Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

	<u>2012</u>		<u>2011</u>
Solde d'ouverture	11 601	\$	12 201 \$
Montants reçus	5 869		3 802
Revenus constatés	(4 368)		(4 402)
Solde de clôture	<u>13 102</u>	<u>\$</u>	<u>11 601</u> \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 6 – Avantages sociaux futurs

(a) Prestations de retraite

Les employés du ministère participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées en fonction de l'inflation.

Tant les employés que le ministère versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2011-2012, les charges s'élèvent à 58 475 607 \$ (57 877 763 \$ en 2011), soit environ 1,8 fois (1,9 fois en 2010-2011) les cotisations des employés. La responsabilité du ministère relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

(b) Indemnités de départ

Le ministère verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et des changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement pour la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante des prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ courus. Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2012	2011
Obligation au titre des prestations constituées, début de l'exercice	109 739 \$	104 857 \$
Transferts à d'autres ministères au 15 novembre 2011 (note 15)	(1 882)	-
Sous-total	107 857	104 857
Charge pour l'exercice	9 886	15 932
Prestations versées pendant l'exercice	(35 797)	(11 050)
Obligation au titre des prestations constituées, fin de l'exercice	81 946 \$	109 739 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 7 - Autres passifs

Le ministère détient des fonds en fiducie du programme Agri-investissement, du programme Agri-stabilité et des dépôts de garantie.

Le programme Agri-investissement est un compte d'épargne destiné aux producteurs, qui sert de couverture aux légères baisses de revenus et remplace les programmes précédents. Les paiements du programme sont des frais partagés avec les provinces ou territoires dont les producteurs peuvent bénéficier en vertu de modalités particulières. Dans le cadre du programme Agri-investissement, les producteurs peuvent, depuis 2010, faire leurs dépôts auprès de l'institution financière participante de leur choix. Par conséquent, les fonds déjà détenus par le gouvernement fédéral seront transférés au compte Agri-investissement que le producteur possède dans une institution financière.

Le programme Agri-stabilité protège les producteurs des baisses importantes de revenus agricoles. Les paiements du programme sont partagés entre le gouvernement fédéral (60%) et les provinces/ territoires (40%). La part provinciale/territoriale des contributions et l'intérêt payé sur les contributions sont détenus dans un compte à fins déterminées jusqu'à ce que les producteurs épuisent leurs fonds.

Les activités du compte d'Agri-investissement, Agri-stabilité et les dépôts de garantie durant l'exercice étaient les suivantes :

	<u>2012</u>		<u>2011</u>
Solde d'ouverture	294 801	\$	601 780 \$
Dépôts	423 093		583 251
Retraits	(602 304)		(890 230)
Solde de clôture	<u>115 590</u>	<u>\$</u>	<u>294 801 \$</u>

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 8 – Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances du ministère :

	2012	2011
		redressé (note 17)
Débiteurs – autres ministères et organismes	21 200 \$	13 509 \$
Débiteurs – parties externes	93 228	95 205
Avances aux employés	71	58
Sous-total	114 499	108 772
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes	(31 429)	(38 284)
Débiteurs bruts	83 070	70 488
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	818	1 027
Provision pour créances douteuses détenues pour le compte du gouvernement	(37)	(115)
Total net des débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	781	912
Débiteurs nets	82 289 \$	69 576 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 9 – Prêts

Le tableau suivant présente les détails des soldes débiteurs des prêts et des paiements de transfert recouvrables du ministère :

	2012	2011
		redressé (note 17)
Paiements de transfert recouvrables	51 561 \$	35 450 \$
Prêts résultants des programmes de garanties	414 228	399 329
Sous-total	465 789	434 779
 Moins : Provision pour irrécouvrabilité	 (124 013)	 (118 202)
 Prêts bruts	 341 776	 316 577
 Prêts détenus pour le compte du gouvernement	 341 776	 316 577
 Prêts nets	 - \$	 - \$

(a) Paiements de transfert recouvrables

Les paiements de transfert recouvrables correspondent à des contributions versées à des tiers qui sont remboursables lorsque les conditions précisées dans l'entente entrent en vigueur. Une provision de 1 685 000 \$ (0 \$ en 2011) a été constatée.

(b) Prêts résultant des programmes de garanties

Les prêts du ministère sont le résultat des prêts honorés par le ministère au prêteur initial en vertu de divers programmes de garanties de prêts. Ces prêts sont exigibles des emprunteurs aussitôt que le paiement est effectué au prêteur d'origine. Les taux d'intérêt sur ces prêts varient en vertu des taux des contrats d'emprunts d'origine et de la réglementation gouvernementale en vigueur. Une provision de 122 328 000\$ (118 202 000 \$ en 2011) a été constatée pour ces prêts.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 10 – Immobilisations corporelles

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	COÛTS				SOLDE DE CLÔTURE
	SOLDE D'OUVERTURE	ACQUISITIONS	AJUSTEMENTS ⁽¹⁾	ALIÉNATIONS ET RADIATIONS	
Terrain	12 991 \$	53 \$	\$	\$	13 044 \$
Bâtiments	567 727	43	26 076	4 789	614 057
Travaux et infrastructure	56 924	-	2 302	-	56 226
Machines et matériel	183 160	7 978	(1 255)	7 624	182 259
Véhicules	66 010	5 240	(173)	2 410	68 667
Améliorations locatives	23 187	-	702	-	23 889
Matériel et logiciels informatiques	86 421	1 251	(44 544)	2 272	40 856
Actifs en construction	30 640	20 058	(29 813)	290	20 595
	1 052 060 \$	34 623 \$	(46 705) \$	17 385 \$	1 022 593 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	SOLDE D'OUVERTURE	AMORTISSEMENT CUMULÉ		ALIÉNATIONS ET RADIATIONS	SOLDE DE CLÔTURE
		AMORTISSEMENT	AJUSTEMENTS ⁽¹⁾		
Terrain	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -
Bâtiments	398 289	18 044	(258)	4 259	411 816
Travaux et infrastructure	23 066	1 576	-	-	24 642
Machines et matériel	122 475	9 827	(1 513)	7 397	123 392
Véhicules	40 913	4 321	(403)	2 329	42 502
Améliorations locatives	13 107	2 295	-	-	15 402
Matériel et logiciels informatiques	56 162	9 585	(39 046)	2 261	24 440
Actifs en construction	-	-	-	-	-
	654 012	45 648	(41 220)	16 246	642 194

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

VALEUR COMPTABLE NETTE

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	2012	2011
Terrain	13 044 \$	12 991 \$
Bâtiments	202 241	194 438
Travaux et infrastructure	34 584	33 858
Machines et matériel	58 867	60 685
Véhicules	26 165	25 097
Améliorations locatives	8 487	10 080
Matériel et logiciels informatique	16 416	30 259
Actifs en construction	20 595	30 640
	<u>380 399 \$</u>	<u>398 048 \$</u>

- (1) Les ajustements incluent les actifs en construction de 29 813 000 \$ qui ont été transférés à d'autres catégories à la suite de l'achèvement de l'actif.

Le 15 novembre 2011, le ministère a transféré à Services partagés Canada du matériel et des logiciels informatiques dont la valeur comptable nettes établit à 5 462 000 \$; ce transfert est inclus à la colonne ajustements (voir la note 15 pour plus de détail sur le transfert).

Au cours de l'exercice 2012, le ministère a reçu des machines et matériel des autres ministères dont la valeur comptable nette s'établit à 25 371 \$.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 11 – Situation financière nette ministérielle

Une partie de la situation financière nette du ministère est réservée et affectée à des fins particulières. Les revenus et les charges connexes sont déclarés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle. Le ministère assure le fonctionnement de deux programmes qui, en vertu de la législation, exigent que les revenus soient affectés aux charges du programme.

La Caisse de réassurance-récolte a été établie en vertu de la *Loi sur la protection du revenu agricole*. Ce programme assure les provinces participantes pour les frais encourus relativement à l'administration de divers régimes d'assurance-récolte. La caisse enregistre les recettes et déboursés suivant les dispositions des accords de réassurance. Lorsque les revenus sont inférieurs aux paiements effectués, le ministre des Finances peut autoriser des avances de fonds additionnels pour couvrir ces obligations.

Le Compte de stabilisation des produits agricoles a été établi en vertu de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles*, qui régissait les comptes de stabilisation et qui a été abrogée et remplacée par la *Loi sur la protection du revenu agricole* le 1^{er} avril 1991. Ces comptes avaient pour but de réduire les pertes de revenu des producteurs découlant des risques du marché en stabilisant les prix. Les primes étaient partagées également entre le gouvernement du Canada et les provinces participantes, ainsi que les producteurs participants. Les activités courantes sont limitées à la collection de comptes débiteurs. Les soldes des comptes à la fin de l'exercice sont inclus dans l'état de la variation de la dette nette ministérielle. Voici les opérations portées aux comptes :

	2012		2011
			redressé (note 17)
Caisse de réassurance-récolte – Fonds réservés			
Solde, début de l'exercice	89 252	\$	52 127
Revenus	34 558		37 125
Charges	(377)		-
Solde, fin de l'exercice	123 433		89 252
 Comptes de stabilisation des produits agricoles – Fonds réservés	647		647
 Fonds non réservés	29 479		60 490
 Situation financière nette ministérielle – fin de l'exercice	153 559	\$	150 389

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 12 – Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du ministère peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le ministère sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en œuvre ses programmes de paiements de transfert. Voici les principales obligations contractuelles non révocables pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2013	2014	2015	2016	2017 ET EXERCICES ULTÉRIEURS	TOTAL
PAIEMENTS DE TRANSFERT	22 637 \$	12 363 \$	- \$	- \$	- \$	35 000 \$
	22 637 \$	12 363 \$	- \$	- \$	- \$	35 000 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 13 – Éventualités

Les éléments d'éventualités surviennent dans le cours normal des activités et leur dénouement est inconnu. Ils sont regroupés en cinq catégories comme suit :

a) Sites contaminés

On comptabilise les éléments de passif afin d'inscrire les coûts estimatifs liés à la gestion et à la remise en état des sites contaminés lorsque le ministère est obligé ou probablement obligé d'assumer ces coûts. Le ministère a identifié environ 26 sites (28 sites en 2011) où des mesures sont possibles et pour lesquels un passif de 1 193 853 \$ (1 461 817 \$ en 2011) a été constaté dans les charges à payer. Le ministère a évalué des coûts additionnels d'assainissement de 2 812 934 \$ (2 705 676 \$ en 2011) qui ne sont pas comptabilisés, puisqu'il est peu probable que ces coûts soient engagés pour le moment. Les efforts déployés par le ministère pour évaluer les sites contaminés peuvent entraîner des passifs environnementaux additionnels ayant trait aux sites récemment établis ou aux modifications apportées aux évaluations ou à l'utilisation prévue des sites existants. Ces éléments de passif seront comptabilisés par le ministère durant l'exercice au cours duquel il est probable qu'ils se matérialiseront et qu'il sera possible d'en établir une estimation raisonnable.

b) Réclamations et litiges

Des réclamations ont été faites auprès du ministère dans le cours normal de ses activités. Certaines réclamations sont assorties d'un montant déterminé, et d'autres pas. Bien que le montant total de ces réclamations soit important, leur dénouement ne peut être déterminé. Le ministère a également été cité dans d'autres réclamations contre le gouvernement du Canada, liées à l'industrie agricole, et pour lesquels les montants et la probabilité ne peuvent être déterminés. La divulgation limitée quant aux obligations éventuelles pour les réclamations légales reconnues par le ministère est directement liées à la sensibilité et l'état d'avancement des réclamations en cours.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

c) Garanties de prêts ou de prix

	LIMITES AUTORISÉES	GARANTIES EN VIGUEUR		PROVISIONS AU 31 MARS	
		2012	2011	2012	2011
Prêts conformément au Programme de paiements anticipés en vertu de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole	5 000 000 \$	1 047 041 \$	1 196 549 \$	124 328 \$	157 521 \$
Prêts aux fermiers en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles	3 000 000	103 977	86 790	1 040	868
Ententes de garantie de prix avec des organismes de commercialisation conformément au Programme de mise en commun des prix en vertu de la Loi sur les programmes de commercialisation agricole	Aucune limite	6 861	32 868	-	-
Programme national sur l'éthanol de la biomasse	140 000	24 960	24 960	-	-
		1 182 839 \$	1 341 167 \$	125 368 \$	158 389 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Une provision pour pertes représente le montant enregistré pour la perte estimée sur les garanties d'emprunt en vigueur et est incluse dans les charges à payer. Aucune provision n'a été enregistrée pour le Programme de mise en commun des prix en vertu de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, et pour le Programme national sur l'éthanol de la biomasse, car aucun coût n'est probable.

Dans le cadre du Programme de paiements anticipés en vertu de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, le ministère garantit le remboursement des avances consenties aux producteurs au printemps et à l'automne, par les associations de producteurs, créant ainsi un environnement d'affaires plus stable. Le montant d'avance maximale du programme est de 400 000 \$. Le délai de remboursement de ces prêts est généralement de 18 mois.

En vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles*, le ministère garantit les prêts accordés par des institutions financières aux fermiers pour l'amélioration et la mise en valeur des exploitations agricoles, la transformation, la distribution et la commercialisation des produits agricoles. Ce programme garantit 95 pour cent du montant prêté aux fermes et aux coopératives par les institutions financières. Pour les demandeurs individuels, y compris les corporations, le montant maximal d'un prêt accordé en vertu de la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* est de 500 000\$. Les prêts ont une échéance maximale de 15 ans.

Dans le cadre du Programme de mise en commun des prix en vertu de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, le ministère fournit une garantie qui protège les agences de commercialisation et leurs producteurs contre un effondrement imprévu du prix du marché de leurs produits.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est autorisé à garantir les accords de ligne de crédit conclus par Financement agricole Canada en vertu du Programme national sur l'éthanol de la biomasse.

d) Paiements de transfert – Contributions à remboursement conditionnel

Dans le cadre du Programme de réserve pour pertes sur prêts relatifs à l'abattage des ruminants, qui a pris fin en 2007, les contributions à remboursement conditionnel non remboursées totalisaient 20 020 640 \$ en 2012 (20 020 640\$ en 2011). Les fonds versés et les intérêts accumulés sont remboursables dans un délai de 10 ans et au plus tard le 31 décembre 2017, moins les montants utilisés pour couvrir une partie des défauts de paiement des prêts.

Dans le cadre de l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants, les contributions à remboursement conditionnel non remboursées en 2012 se chiffrent à 51 348 420 \$ (52 571 730 \$ en 2011). Le remboursement dépend de la rentabilité du projet, et la période de remboursement maximale de 10 ans doit se terminer au plus tard le 31 mars 2023.

Dans le cadre du Programme d'amélioration de l'abattage, les contributions à remboursement conditionnel ont totalisé 54 804 243 \$ (22 306 053 en 2011). Le remboursement dépend de la rentabilité du projet, et la période de remboursement maximale est de 10 ans. Le paiement final est dû au plus tard le 1^{er} juin 2024.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Les montants qui deviendront remboursables ne peuvent être estimés à l'heure actuelle. Les contributions sont assujetties à un taux d'intérêt déterminé soit par le coût du capital du prêteur, soit par le taux fixé pour les obligations de 90 jours du gouvernement du Canada, selon les ententes initiales conclues avec le prêteur.

e) Recouvrement éventuel

Agri-stabilité et le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) sont des programmes à frais partagés entre les gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux. L'initiative de transition du PCSRA pour l'évaluation des stocks est un programme financé par le fédéral. Lorsque les gouvernements provinciaux/territoriaux administrent ces programmes et que des paiements en trop sont constatés, le gouvernement fédéral est en droit de recouvrer sa part de frais partagés lorsque les paiements en trop sont recouvrés. Le ministère a estimé le montant recouvrable éventuel à 12 946 010 \$ (10 063 255 \$ en 2011). Le recouvrement éventuel n'est pas enregistré dans les états financiers.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 14 – Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le ministère est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le ministère conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. En outre, au cours de l'exercice, le ministère a reçu gratuitement des services communs d'autres ministères, comme il est indiqué ci-dessous.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, le ministère a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires, installations, services juridiques et indemnisation des accidentés du travail. Ces services gratuits ont été constatés comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle :

	2012		2011
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	41 646	\$	42 495 \$
Installations	26 756		26 016
Services juridiques	1 745		1 482
Indemnisation des accidentés du travail	1 309		1 342
	<u>71 456</u>	<u>\$</u>	<u>71 335</u> \$

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Les coûts de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

(b) Autres transactions entre apparentés

	<u>2012</u>		<u>2011</u>	
Charges – Autres ministères et organismes	139 002	\$	153 828	\$
Revenus – Autres ministères et organismes	7 527	\$	85	\$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 15 –Transferts à destination d'autres ministères

À compter du 15 novembre 2011, le ministère a confié la responsabilité de l'unité du courriel, du centre des données et des réseaux, ainsi que de l'unité de soutien à Services partagés Canada, conformément au décret C.P. 2011-1297, y compris la responsabilité de la gérance des éléments d'actif et de passif liés au programme. Par conséquent, le 15 novembre 2011, le ministère a transféré les éléments d'actif et de passif suivants associés à l'unité du courriel, du centre des données et des réseaux, ainsi que de l'unité de soutien à Services partagés Canada:

Actifs		
Immobilisations corporelles (valeur comptable nette) (note 10)		<u>5 462</u> \$
Total des actifs transférés		5 462
Passifs		
Indemnités de vacances et congés compensatoires		574
Avantages sociaux futurs (note 6)		<u>1 882</u>
Total des passifs transférés		2 456
Ajustements apportés à la situation financière nette ministérielle		<u>3 006</u> \$

De plus, les chiffres correspondants de 2011 ont été reclassés à l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour que soient présentés les revenus et les charges liés aux activités transférées.

Pendant la période de transition, le ministère a continué d'administrer les activités transférées pour le compte de Services partagés Canada. Les revenus et charges administrées représentent 9 663 \$ pour l'exercice. Ces charges ne sont pas enregistrées dans ces états financiers.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)
pour l'exercice terminé le 31 mars
(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 16 – Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur l'architecture des activités des programmes du ministère. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés pour les principales activités des programmes, par principaux articles de dépense et types de revenus. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

* CHARGES	GRE	SI	SIA	DCM	MF	SGR	CTIEE	DA	DRRC	ACPM	FER	CPAC	TOTAL - 2012	TOTAL - 2011
														révisé (note 17)
Paiements de transfert	1 327 041 \$	-	67 683 \$	35 389 \$	71 824 \$	46 447 \$	2 082 \$	106 572 \$	9 072 \$	- \$	0 \$	- \$	1 666 110 \$	1 758 245 \$
Salaires et avantages sociaux	21 390	254 639	157 373	45 980	35 831	31 889	67 579	4 042	9 406	3 873	7 320	2 216	641 640	616 395
Services professionnels et autres	8 622	57 318	14 376	10 618	3 071	2 347	10 155	2 550	1 411	4 988	3 896	409	119 761	118 584
Provision pour garantie d'emprunt	310	(2 133)	(1 514)	-	-	-	(4)	-	-	-	-	-	(3 341)	180 993
et créances irrécouvrables														
Fournitures et approvisionnements	381	19 320	19 917	1 163	6 774	3 049	4 713	16	195	109	1 007	104	56 748	57 832
Amortissement des immobilisations corporelles	-	42 734	-	-	-	-	-	-	-	493	-	-	49 227	40 832
Installations	191	39 656	326	513	927	1 200	152	11	19	529	233	14	43 761	26 821
Déplacements	584	3 798	1 104	665	2 458	104	457	104	175	175	254	175	15 981	19 972
Réparations et entretien	325	16 146	1 796	15	1 509	109	1 107	-	-	11	48	9	21 015	26 084
Électricité et autres services publics	16 096	78	358	-	-	-	6	-	-	10	27	-	16 575	16 810
Caisse de réassurance-récolte	377	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	377	-
Charges engagées pour le compte du gouvernement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(44)
TOTAL DES CHARGES	1 359 221	446 913	263 775	96 751	121 388	85 706	88 248	113 295	20 560	10 288	12 785	2 927	2 621 857	2 862 524
REVENUS														
Caisse de réassurance-récolte	34 558	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	34 558	37 125
Vente de biens et services	1 874	9 337	22 450	-	19 090	251	96	-	25	11 224	-	-	64 347	54 083
Intérêts	2 448	9 142	70	7	23	1	10	3	-	13	1	3	11 719	9 722
Projets conjoints et ententes de partage des coûts	-	4 303	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 303	4 401
Gain sur l'aliénation d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	-	238	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	238	286
Total des revenus	(17 006)	(13 813)	(70)	(7)	(14)	(1)	(10)	(1)	-	11 237	(1)	(3)	(50 926)	(51 504)
	1 874	9 207	22 450	-	19 099	251	96	-	25	-	-	-	64 239	54 113
Coût NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	1 357 347 \$	437 706 \$	241 325 \$	96 751 \$	102 288 \$	85 455 \$	88 152 \$	113 295 \$	20 535 \$	(949) \$	12 785 \$	2 927 \$	2 557 518 \$	2 808 411 \$

GRE – Gestion des risques de l'entreprise; SI – Services internes; SIA – Science, innovation et adoption; DCM – Développement du commerce et des marchés; MF – Mesures à la ferme; SGR – Systèmes de gestion des risques liés à la salubrité et à la biosécurité des aliments; CTIEE – Connaissances, technologies, information et évaluation sur le plan environnemental; DA – Développement de l'agriculture; DRRC – Développement des régions rurales et développement des coopératives; ACPM – Agence canadienne du pari mutuel; FER – Facilitation de l'efficacité de la réglementation; CPAC – Conseil des produits agricoles du Canada.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non audités)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 17 – Modifications comptables

En 2011, des modifications ont été apportées à la *Norme comptable 1.2 du Conseil du Trésor – États financiers des ministères et organismes* pour améliorer la divulgation de l'information financière des ministères et organismes gouvernementaux. Les modifications entrent en vigueur pour les exercices financiers se terminant le 31 mars 2012 et les exercices ultérieurs. Les changements principaux aux états financiers du ministère sont décrits ci-dessous. Ces modifications ont été appliquées sur une base rétroactive, et les informations comparatives pour 2010-2011 ont été redressées.

La dette nette (représentant les passifs moins les actifs financiers) est maintenant présentée dans l'état de la situation financière. Pour accompagner ce changement, le ministère présente maintenant un état de la variation de la dette nette et ne présente plus un état de l'avoir.

Les revenus, les comptes débiteurs connexes et les prêts sont maintenant présentés avec déduction faite des montants de revenus non disponibles à dépenser à nouveau dans l'état des résultats et de la situation financière nette du ministère et dans l'état de la situation financière. Ce changement a eu pour incidence d'augmenter le coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts de 50 926 000 \$ en 2012 (51 504 000 \$ en 2011) et de diminuer le total des actifs financiers de 342 557 000 \$ en 2012 (317 489 000 \$ en 2011).

Le financement du gouvernement et les transferts, ainsi que le crédit lié aux services fournis gratuitement par d'autres ministères, sont maintenant constatés dans l'état des résultats et de la situation financière nette du ministère sous le « coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts ». Par le passé, le ministère constatait ces transactions directement dans l'état de l'avoir du Canada. Ce changement a eu pour incidence de réduire le coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts qui se chiffrait à 2 572 383 000 \$ en 2012 (2 723 202 000 \$ en 2011).

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

	2011 avant ajustement	Effet de la modification	2011 redressé
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE			
Actifs détenus pour le compte du gouvernement	-	(317 489)	(317 489)
Situation financière nette ministérielle	467 878	(317 489)	150 389
État des résultats et de la situation financière nette ministérielle			
Charges	2 886 087	(44)	2 886 043
Revenus	105 617	(51 504)	54 113
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement	-	3 188 633	3 188 633
Variations des montants à recevoir du Trésor	-	(547 324)	(547 324)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	-	71 335	71 335
Immobilisations corporelles transférés par d'autres ministères	- \$	10 558 \$	10 558 \$

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Notes aux états financiers (non auditées)

pour l'exercice terminé le 31 mars

(Montants inscrits dans les tableaux - en milliers de dollars)

Note 18 – Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Annexe à la Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

Note au lecteur

Depuis l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril 2009, de la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor, les ministères sont tenus de démontrer qu'ils se sont dotés d'un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF).

Dans le cadre de cette politique, les ministères doivent évaluer annuellement leur système de CIRF, établir des plans d'action pour apporter les redressements qui s'imposent et joindre à leur Déclaration de responsabilité de la direction un sommaire des résultats de l'évaluation et du plan d'action.

Des systèmes efficaces de CIRF visent à obtenir des états financiers fiables et à donner l'assurance que :

- les opérations sont dûment autorisées;
- les registres financiers sont bien tenus;
- les actifs sont protégés contre les risques tels que le gaspillage, l'abus, les pertes, la fraude et la mauvaise gestion;
- les lois, les règlements et les politiques applicables sont respectés.

Il est important de noter que le système de CIRF est conçu non pas pour éliminer tous les risques, mais plutôt pour les ramener à un niveau raisonnable au moyen de contrôles qui sont pondérés et proportionnels aux risques qu'ils visent à atténuer.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer raisonnablement les risques au moyen d'un processus continu visant à cerner les principaux risques, à évaluer l'efficacité des contrôles connexes et à apporter des correctifs, au besoin, ainsi qu'à assurer un suivi du système pour favoriser l'amélioration continue. En conséquence, la portée, le déroulement et l'état des évaluations que font les ministères de l'efficacité de leur système de CIRF varieront d'une organisation à une autre en fonction des risques et de leur situation particulière.

1. Introduction

Le présent document est annexé à la *Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers* d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) pour l'exercice 2011-2012. Conformément aux exigences de la Politique sur le contrôle interne du Conseil du Trésor, il contient de l'information sommaire relative aux mesures prises par le ministère pour maintenir un système de CIRF efficace. Plus particulièrement, il fournit de l'information sommaire sur les évaluations effectuées par AAC au 31 mars 2012, y compris des renseignements sur les progrès, les résultats et les plans d'action connexes, ainsi que les principales données financières permettant de mieux comprendre l'environnement de contrôle propre au ministère. Il s'agit de la troisième annexe rédigée par celui-ci.

1.1 Pouvoirs, mandat et activités de programme

Des renseignements détaillés sur les pouvoirs, le mandat et les activités de programme d'AAC se trouvent dans le Rapport ministériel sur le rendement et le Rapport sur les plans et les priorités.

1.2 Principales données financières

Les états financiers (non audités) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada fournissent des renseignements financiers pour l'exercice 2011-2012. Des renseignements supplémentaires figurent aussi dans les Comptes publics du Canada.

- Les dépenses totales ont atteint 2,6 G\$. Les paiements de transfert constituent 1,6 G\$ (62 %) des charges, auxquels s'ajoutent les salaires et les avantages sociaux de 616,4 M\$ (23 %). Les paiements de transfert sont en grande partie utilisés pour aider les producteurs agricoles à gérer les risques d'entreprise.
- Les revenus totaux se sont chiffrés à 115,2 M\$, dont 50,9 M\$ liés aux revenus gagnés pour le compte du gouvernement et non applicables aux dépenses ministérielles. Les revenus sont surtout constitués de la vente de biens et de services, qui a totalisé 64,3 M\$ (56 %), suivie des cotisations à la Caisse de réassurance-récolte, qui ont totalisé 34,6 M\$ (30 %).
- L'actif financier est composé du montant de 1,3 G\$ (76 %) à recevoir du Trésor, des prêts de 341,8 M\$ (20 %) et des débiteurs de 83,1 M\$ (4 %).
- Les actifs non financiers consistent surtout en des immobilisations corporelles de 380,4 M\$. Les immobilisations corporelles sont surtout des bâtiments, de la machinerie et de l'équipement situés dans les centres de recherche agricole du Canada.
- Les créditeurs et les charges à payer se chiffrent à 1,4 G\$, ce qui représente 88 % du passif total de 1,6 G\$. Les charges à payer relatives aux programmes de paiements de transfert sont les principaux éléments dans cette catégorie. D'autres éléments de passif totalisant 115,6 M\$ (7 %) sont composés de montants provenant de producteurs agricoles et d'administrations provinciales qui sont détenus en fiducie conformément aux modalités des programmes de paiements de transfert afin de gérer les risques organisationnels.
- Le ministère a une forte présence régionale partout au pays. En raison de cette décentralisation, les fonctions de finance et de comptabilité sont également décentralisées, et chaque centre de recherche et bureau régional engage, approuve et/ou consigne une partie importante des charges d'exploitation du ministère. Bien que ces fonctions soient réparties à divers endroits, elles sont assumées par une seule direction générale.
- Agriculture et Agroalimentaire Canada dispose d'un environnement complexe de systèmes d'information qui est essentiel à ses activités et à sa production de rapports financiers. Cet environnement est composé d'un système intégré des finances (SAP), d'un système de gestion des ressources humaines (Peoplesoft) et de systèmes de prestation des subventions et des contributions. Les processus de fonctionnement sont normalisés dans l'ensemble de ses emplacements.

1.3 Ententes de services afférentes aux états financiers

Agriculture et Agroalimentaire Canada s'en remet à d'autres organisations pour le traitement de certaines opérations qui sont consignées dans ses états financiers :

- Le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux assure l'administration centrale relative au versement des salaires, à l'acquisition de biens et services et à la distribution des locaux.
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) fournit au ministère des renseignements qui servent à calculer diverses charges à payer et provisions, telles que les indemnités de départ.
- Le ministère de la Justice dispense des services juridiques à Agriculture et Agroalimentaire Canada.

1.4 Changements importants au cours de l'exercice

Il n'y a eu aucun changement important touchant les états financiers du ministère au cours de l'exercice 2011-2012.

Comme il est précisé dans la note aux états financiers concernant les changements apportés aux conventions comptables, le Secrétariat du Conseil du Trésor a publié une nouvelle version de la norme comptable relative à la présentation d'états financiers qui est entrée en vigueur à l'exercice 2011-2012. Ces changements ont donné lieu à une modification de la présentation de certains éléments figurant dans les états financiers afin que ceux-ci soient conformes au nouveau modèle de présentation.

2. Contrôles environnementaux à Agriculture et Agroalimentaire Canada relativement aux systèmes de CIRF

Agriculture et Agroalimentaire Canada est conscient de l'importance de donner le ton pour s'assurer que les employés à tous les niveaux comprennent leurs rôles dans le maintien de systèmes efficaces de CIRF et sont à même d'exercer leurs responsabilités efficacement. La priorité d'AAC est de veiller à ce que les risques soient bien gérés, dans un environnement de contrôle souple et axé sur le risque qui favorise l'amélioration continue et l'innovation.

2.1 Postes, rôles et responsabilités clés

Voici les postes et comités clés d'Agriculture et Agroalimentaire Canada qui ont la responsabilité de maintenir et d'examiner l'efficacité du système de CIRF.

Administrateur général – L'administrateur général d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à titre d'agent comptable, assume la responsabilité et la direction globales pour les mesures prises en vue de maintenir un système de contrôle interne efficace. À ce titre, l'administrateur général est conseillé par le Comité ministériel de vérification et le Comité de gestion du ministère.

Dirigeant principal des finances (DPF) – Le DPF d'Agriculture et Agroalimentaire Canada relève directement de l'administrateur général et fournit le leadership nécessaire pour assurer la coordination et la cohérence et insister sur la conception et le maintien d'un système de CIRF efficace et intégré, y compris son évaluation annuelle. Les responsabilités du DPF englobent également la gestion du profil de risque d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Cadres supérieurs du ministère – Les cadres supérieurs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada chargés de la prestation des programmes sont responsables du maintien et de l'examen de l'efficacité du système de CIRF qui relève de leur mandat.

Dirigeant principal de la vérification (DPV) – Le DPV d'Agriculture et Agroalimentaire Canada relève directement de l'administrateur général et donne de l'assurance grâce à des vérifications internes périodiques, qui sont essentielles au maintien de l'efficacité du système de CIRF.

Comité de vérification du ministère (CVM) – Le CVM est un comité consultatif qui émet des opinions objectives sur les cadres ministériels de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance. Ce comité, créé en 2008, est composé de quatre membres externes. Le CVM examine le profil de risque

d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et son système de contrôle interne, y compris les rapports de vérifications internes et externes ainsi que les évaluations et les plans d'action relatifs au système de CIRF.

Comité de gestion du ministère (CGM) – À titre d'organisme décisionnel central d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le CGM examine, approuve et surveille le profil de risque ministériel et le système ministériel de contrôle interne, y compris le système de CIRF.

Comité de gestion horizontale (CGH) – Présidé par le sous-ministre délégué, le CGH oriente la gestion horizontale et surveille la gestion des ressources humaines, des finances et de l'information, ainsi que les systèmes, communications et actifs connexes afin d'aider le ministère à répondre à ses besoins actuels et futurs.

Comité de gestion des politiques et des programmes (CGPP) – Ce comité au niveau des sous-ministres délégués est responsable d'orienter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de services cohérents et complets et d'assurer le suivi des résultats.

2.2 Principales mesures prises par Agriculture et Agroalimentaire Canada

L'environnement de contrôle d'Agriculture et Agroalimentaire Canada compte également une série de mesures visant à aider les employés à gérer les risques en les sensibilisant, en leur fournissant l'information et les outils appropriés et en développant leurs compétences. Les mesures les plus pertinentes sont les suivantes :

- un bureau d'éthique ministériel et un code qui fournit des renseignements et du soutien au personnel en ce qui concerne les questions d'éthique;
- des directives de sécurités liées au programme de sécurité global, y compris au chapitre de l'information et de la sécurité du personnel;
- des directives à l'intention des gestionnaires, des superviseurs et des employés relativement à la divulgation à l'interne d'actes répréhensibles;
- des politiques ministérielles adaptées à l'environnement de contrôle du ministère;
- une matrice en matière de pouvoirs délégués régulièrement mise à jour;
- un programme de formation et des communications dans les domaines de base de la gestion financière;
- la consignation des principaux processus opérationnels ainsi que des risques et points de contrôle clés pour appuyer la gestion et la surveillance du système de CIRF.

3. Évaluation du système de CIRF d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

3.1 Méthode d'évaluation

Pour satisfaire aux exigences de la Politique sur le contrôle interne, le ministère doit maintenir un système efficace de CIRF visant à fournir l'assurance raisonnable que :

- les opérations sont dûment autorisées;
- les registres financiers sont bien tenus;
- les actifs sont protégés;

- les lois, les règlements et les politiques applicables sont respectés.

Ce système comprend la tenue d'évaluations de l'**efficacité conceptuelle** et **opérationnelle** du système de CIRF au fil du temps pour assurer la **surveillance permanente** et l'amélioration continue du système ministériel de CIRF.

L'**efficacité conceptuelle** est l'assurance que les points de contrôle clés sont définis, consignés et en place, qu'ils sont alignés sur les risques (pondérés et proportionnels aux risques qu'ils visent à atténuer) et que toutes les mesures correctives qui s'imposent sont prises. Cela comprend la mise en correspondance des processus et des systèmes informatiques clés avec les comptes principaux (en fonction de leur emplacement), le cas échéant.

L'**efficacité opérationnelle** est l'assurance que l'application des contrôles clés a été mise à l'essai au cours d'une période définie et que toute mesure corrective nécessaire est prise.

De telles évaluations couvrent tous les niveaux de contrôle du ministère, y compris les mesures de contrôle au niveau du ministère ou de l'entité, les contrôles informatiques généraux et les contrôles des cycles administratifs.

3.2 Portée de l'évaluation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada durant l'exercice 2011-2012

En 2011-2012, le ministère a pris des mesures pour évaluer son système de CIRF en mesurant l'efficacité conceptuelle et opérationnelle des éléments suivants :

- Contrôles des cycles administratifs
 - Clôture de l'exercice et rapports
 - Établissement de budgets et prévisions;
 - Agri-Stabilité
 - Agri-Investissement
 - Agri-protection
 - Subventions et contributions génériques
 - Garanties de prêt
 - Immobilisations
 - Dépenses de fonctionnement
 - Rémunération
 - Recettes
- Contrôles généraux de la technologie de l'information (TI)
- Contrôles au niveau de l'entité

Pour chaque élément, le ministère a effectué ce qui suit :

- Recueillir des renseignements concernant les processus et les emplacements, les risques et les mesures de contrôles ayant trait au CIRF, y compris les lois, les politiques, les directives et les procédures applicables; et évaluer ces éléments en fonction des processus organisationnels communs établis par le Bureau du vérificateur général;

- Schématiser les principaux processus en déterminant et en consignant les risques et les contrôles clés en fonction de l'importance relative, des volumes, de la complexité, de la répartition géographique, de la susceptibilité aux pertes/fraudes, des domaines visés par les observations du vérificateur, des antécédents, de l'attention externe et du recours à une tierce partie;
- mener des tests d'efficacité conceptuelle;
- mener des tests d'efficacité opérationnelle.

4. Résultats d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour l'exercice 2011-2012

Conformément à l'approche d'évaluation décrite plus haut, le ministère a conçu une architecture de base des points de contrôle clés pour chacun des comptes, des emplacements, des processus et des principaux systèmes de TI, laquelle est fondée sur le processus opérationnel commun en gestion financière élaboré par le Bureau du vérificateur général et est évaluée en fonction de celui-ci.

Dans le cadre de l'évaluation de ses contrôles clés, le ministère s'est concentré sur l'efficacité conceptuelle et l'efficacité opérationnelle de tous les éléments mentionnés à la section 3.2.

4.1 Efficacité conceptuelle et opérationnelle des contrôles clés

Agriculture et Agroalimentaire Canada a affecté des ressources importantes en 2011-2012 pour mesurer l'efficacité conceptuelle et opérationnelle de tous ses contrôles clés des cycles administratifs qui appuient la production de rapports financiers, des contrôles généraux de ses principaux systèmes de TI et des contrôles au niveau de l'entité. Les principaux cycles administratifs ont été documentés en fonction des modalités énoncées dans l'Initiative des processus opérationnels communs en gestion financière du SCT, et des mises à l'essai ont été menées pour confirmer l'efficacité conceptuelle des contrôles pour chaque processus administratif. Il a alors été constaté qu'un certain nombre de contrôles efficaces ont été élaborés et mis en œuvre au sein d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et que tant les employés que la direction sont informés des contrôles et des exigences de la Politique sur le contrôle interne. Cependant, Agriculture et Agroalimentaire Canada a cerné quelques améliorations à apporter dans les domaines suivants :

- **Contrôles des cycles administratifs**
 - mettre en œuvre un processus officiel de suivi des inscriptions aux registres;
 - mener un examen des exigences relatives à l'accès des utilisateurs afin de corriger les situations où des utilisateurs jouissent peut-être de privilèges excessifs;
 - dans quelques sous-processus, améliorer la documentation du ministère en ce qui concerne les examens et les approbations officiels de certains éléments clés afin de s'assurer que ces examens sont dûment consignés;
 - élaborer des procédures additionnelles pour garantir l'exactitude des données à l'appui des calculs qui sont fournies par des entités externes, comme l'Agence du revenu du Canada et les provinces;
 - améliorer les procédures pour assurer le suivi des conclusions établies dans le cadre des visites de conformité ou des vérifications des administrateurs de programmes de garanties de prêt;
 - améliorer la documentation liée à l'examen de l'exhaustivité et du traitement ponctuel des dossiers relatifs aux immobilisations.

- **Contrôles généraux de la technologie de l'information (TI)**
 - examiner les privilèges d'accès aux systèmes financiers pour s'assurer que l'accès est suffisamment restreint, qu'il fait régulièrement l'objet d'examens et que les tâches relatives à l'élaboration des systèmes et à la production sont adéquatement séparées;
 - améliorer la documentation et le processus d'approbation en vue d'accorder un accès cohérent aux systèmes.
- **Contrôles au niveau de l'entité**
 - Dans le cadre du processus d'évaluation des risques du ministère, lancer un processus officiel d'évaluation des risques de fraude auxquels il s'expose.

Lorsque la situation le permettait, des mesures correctives précises ont été mises en œuvre peu de temps après que les ajustements à apporter ont été cernés. Sinon, des plans d'action en matière de gestion ont été élaborés ou sont en cours d'élaboration en vue de remédier pleinement, dans un délai raisonnable, aux faiblesses de contrôle. On fera un suivi de chacune des mesures correctives en 2011-2012 pour s'assurer qu'elles ont été mises en œuvre comme prévu.

5. Plan d'action d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

5.1 Progrès réalisés en 2011-2012

Pour assurer l'**exactitude des états financiers et des comptes publics ministériels**, le ministère a dû s'attaquer à de nouvelles priorités et a donc réalisé des progrès dans les domaines suivants en 2011-2012 :

- Mesure achevée. Le ministère a lancé une nouvelle méthode de calcul de la provision liée aux garanties de prêt en 2011-2012, en réaction aux préoccupations formulées par le Bureau du vérificateur général dans le cadre de la vérification annuelle des comptes publics. Des essais ont été menés pour valider la provision et les contrôles connexes.
- Mesure achevée. Afin d'améliorer l'exactitude des renseignements et les contrôles liés aux immobilisations détenues par le ministère, des essais ont été menés pour vérifier les stocks des immobilisations détenues dans les centres de responsabilité.

Le ministère est allé au-delà de ses engagements établis pour 2011-2012 en poursuivant la mise en œuvre des activités suivantes liées au plan d'action de 2010-2011 :

- Mesure achevée. Le ministère a terminé la rédaction de la documentation, et il a achevé en 2011-2012 (un an avant la date d'achèvement prévue en 2012-2013) la tenue d'examens de l'efficacité conceptuelle opérationnelle pour tous les contrôles des processus administratifs ministériels appuyant le CIRF.
- Mesure achevée. Au 31 mars 2012, le ministère avait achevé la rédaction de la documentation et la tenue d'essais concernant les contrôles généraux de la TI pour ses principaux systèmes financiers (SAP, Peoplesoft, système de gestion des risques opérationnels et autres systèmes appuyant la prestation de subventions et de contributions).

5.2 Plan d'action pour le prochain exercice et les exercices à venir

Pour satisfaire aux exigences de la Politique sur le contrôle interne, les ministères doivent être en mesure de maintenir l'efficacité du système de CIRF en vue de fournir l'assurance raisonnable que : *a)* les opérations sont dûment autorisées; *b)* les dossiers financiers sont adéquatement tenus; *c)* les actifs sont protégés; et *d)* les lois, les règlements et les politiques applicables sont respectés.

Grâce aux progrès réalisés, Agriculture et Agroalimentaire Canada pourra prendre des mesures correctives en 2012-2013 pour combler les lacunes cernées dans le cadre de la rédaction de la documentation initiale et des essais qu'il a menés en 2011-2012 pour jauger l'efficacité conceptuelle et opérationnelle de ses contrôles des cycles administratifs, de ses contrôles généraux de la TI et de ses contrôles au niveau de l'entité. À compter de 2012-2013, le ministère adoptera une stratégie en matière de surveillance permanente axée sur le risque pour soutenir la mise à l'essai de CIRF clés, laquelle sera fondée sur le cycle suivant :

Activité		Année 1 2012-2013	Année 2 2013-2014	Année 3 2014-2015	Année 4 2015-2016
Surveillance permanente					
Risque élevé (tous les ans)	Clôture de l'exercice et rapports	X	X	X	X
	Établissement de budgets et prévisions	X	X	X	X
	Nouveaux programmes de paiements de transfert	X	X	X	X
	TI – Sécurité	X	X	X	X
	GI/TI – Gestion du changement	X	X	X	X
Risque modéré (cycle de deux ans)	Agri-Stabilité		X		X
	Agri-Investissement		X		X
	Agri-protection		X		X
	Subventions et contributions génériques		X		X
	Immobilisations	X		X	
	Garanties de prêt	X		X	
	TI – Activités	X		X	
Risque faible (cycle de trois ans)	Dépenses de fonctionnement	X			X
	Rémunération			X	
	Revenus		X		
	TI – Sauvegarde	X			
	Contrôles au niveau de l'entité			X	

D'ici la fin de l'exercice 2012-2013, Agriculture et Agroalimentaire Canada prévoit également effectuer ce qui suit :

- établir et mettre en œuvre des mesures correctives pour apporter les améliorations cernées dans le cadre des essais menés en 2011-2012 pour jauger l'efficacité conceptuelle et opérationnelle;
- améliorer la documentation relative aux contrôles internes en ce qui a trait au rôle d'administrateur exercé par Agriculture et Agroalimentaire Canada à l'égard de la version commune de SAP utilisée par divers ministères et organismes du gouvernement.